

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.335/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 18 septembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, et à l'Annexe, faites à Paris le 9 décembre 2005", a donné le 16 octobre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. L'avant-projet de décret à l'examen a pour objet de donner l'assentiment de la Région de Bruxelles-Capitale à la "Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles".

Cette convention doit être qualifiée de traité mixte, au sens de l'article 167, § 4, de la Constitution et de l'article 92bis, § 4ter, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Certes, il y a lieu de considérer que l'objet de cette convention entre en ordre principal dans le champ des matières culturelles visées à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et 130, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la Constitution : elle relève donc à ce titre de la compétence des Communautés.

Cette compétence n'est toutefois pas exclusive.

En effet, en application de l'article 127, § 2, de la Constitution, les décrets des Communautés française et flamande ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté.

.../...

Il en résulte que, dans les matières culturelles, l'État fédéral est seul compétent pour prendre les mesures de protection et de promotion qu'implique la mise en oeuvre de la convention concernée par le projet à l'examen lorsque ces mesures nécessitent de s'adresser directement aux personnes situées en région bilingue de Bruxelles-Capitale ou de s'adresser à des institutions établies dans cette région linguistique qui, en raison de leurs activités, ne peuvent pas être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté ⁽¹⁾.

En outre, les matières considérées comme culturelles au sens très large de la convention ne reçoivent pas nécessairement cette qualification au sens des articles 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et 130, alinéa 1^{er}, 1°, de la Constitution puisqu'en vertu de l'alinéa 2 de ces dispositions, de l'article 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, des matières intrinsèquement culturelles mais non qualifiées comme telles par l'article 4 de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 échappent à la compétence des Communautés.

Ainsi par exemple, les matières touchant au patrimoine culturel, relevant de ce qu'il est convenu d'appeler en Belgique "les monuments et les sites", sont attribuées aux régions sur la base de l'article 6, § 1^{er}, I, 7°, de la même loi spéciale ⁽²⁾. On ne saurait exclure que d'autres matières culturelles au sens de la convention ne reçoivent pas la

⁽¹⁾ Voir également les avis 39.360/4 et 39.760/4, donnés respectivement le 30 novembre 2005 et le 13 février 2006 sur un avant-projet de décret de la Communauté française et sur un avant-projet de décret de la Communauté germanophone "portant assentiment à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, faite à Paris le 17 octobre 2003".

⁽²⁾ Voir aussi l'article 4, 4°, *in fine*, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

qualification de "matières culturelles" au sens des dispositions précitées de la Constitution et des lois de réformes institutionnelles et échappent en conséquence à la compétence des communautés ⁽³⁾, tout en tombant dans le champ d'application de la convention.

L'assentiment à la convention concernée relève donc non seulement de la compétence des communautés mais aussi de celle de l'autorité fédérale et des régions.

En conclusion, outre le respect des procédures de conclusion prévues, en vertu de l'article 167, § 4, de la Constitution et de l'article 92bis, § 4ter, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, par l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes, la convention à l'examen doit être soumise à l'assentiment du législateur fédéral et de chacun des législateurs communautaires et régionaux afin notamment de prévenir tout problème dans la mise en oeuvre ultérieure de la convention.

2. Il découle du caractère mixte de la convention examinée que la désignation du point de contact chargé du partage de l'information relative à cette convention (voir les articles 9 et 28 de la convention) ne pourra se faire que de l'accord de chacune des entités amenées, en droit interne, à lui porter assentiment.

3.1. L'article 33 de la convention faisant l'objet de l'avant-projet d'ordonnance règle les conditions dans lesquelles des amendements à celle-ci sont adoptés et entrent en vigueur.

⁽³⁾ Tel ne saurait toutefois être le cas des matières personnalisables confiées aux communautés, Région wallonne, à la Commission communautaire française et à la Commission communautaire commune par les articles 128, § 1^{er}, 130, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2^o, et 2, 135 et 138 de la Constitution, par l'article 5 de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, par l'article 4, § 2, de la loi précitée du 31 décembre 1983, par l'article 3, 6^o et 7^o, commun au décret de la Communauté française n° II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, au décret de la Région wallonne n° II du 22 juillet 1993 et au décret de la Commission communautaire française n° III du 22 juillet 1993 portant tous deux le même intitulé, et par les articles 60, alinéa 4, et 63, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

D'une manière générale, cette disposition ne soulève aucune difficulté d'ordre constitutionnel puisqu'en vertu de son paragraphe 3 ces amendements "sont soumis aux Parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion" et qu'en vertu de son paragraphe 4 ils n'entrent en vigueur, "[p]our les Parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou qui y ont adhéré" qu'"après le dépôt des instruments visés au paragraphe 3" : ceci signifie que les amendements sont soumis après leur adoption aux procédures constitutionnelles de droit commun de chacun des États parties avant d'entrer en vigueur à leur égard.

La paragraphe 5 de l'article 33 prévoit toutefois une règle dérogatoire. Il dispose comme suit :

"La procédure établie aux paragraphes 3 et 4 ne s'applique pas aux amendements apportés à l'article 23 concernant le nombre des membres du Comité intergouvernemental. Ces amendements entrent en vigueur au moment de leur adoption".

3.2. Cette disposition met en oeuvre une procédure de modification de la convention qui peut aboutir à ce que la Région de Bruxelles-Capitale soit liée par ces modifications sans que le Parlement y ait donné son assentiment.

Il peut être admis que, dans certaines conditions, le Parlement peut donner son assentiment préalable à un traité ou à un amendement à celui-ci ⁽⁴⁾, à la condition toutefois que le Parlement connaisse "les limites dans lesquelles il est donné".

Tel est le cas en l'espèce, l'amendement simplifié ne portant que sur un aspect accessoire de la convention concernée, visant un aspect procédural secondaire et n'affectant en aucune manière son économie générale.

⁽⁴⁾ Cass., 19 mars 1981, Arr. Cass., 1980-1981, p. 808; Pas., 1981, I, n° 417; J.T., 1982, pp. 565 à 567, et la note de J. Verhoeven; Cass., 2 mai 2002, n° C.99.0518.N; C.E., section de législation, chambres réunies, notamment l'avis 37.900/VR, du 25 janvier 2005, sur un avant-projet de loi "portant assentiment aux Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, «INTELSAT», adoptés à Washington le 17 novembre 2000" (Doc. parl., Sénat, 2004/2005, n° 1259/1, pp. 23-25) et les avis cités.

Dans ces conditions, le Parlement pourrait être invité à donner son assentiment préalable aux amendements visés par l'article 33, paragraphe 5, de la convention.

Ceci étant, afin d'éviter tout doute quant à l'assentiment préalable qui serait ainsi formulé par le Parlement à ces amendements, il y a lieu de compléter le projet par un article 3 en ce sens, qui pourrait être rédigé comme suit :

"Les amendements à la Convention visée à l'article 2, qui seront adoptés en application de l'article 33, paragraphe 5, de cette Convention, sortiront leur plein et entier effet".

L'observation qui précède n'enlève rien au fait qu'en application de l'article 33, paragraphe 5, de la convention, il est possible que celle-ci fasse l'objet de modifications sur lesquelles, le cas échéant, le Parlement ne peut marquer son accord.

Afin de permettre au Parlement de notifier au Gouvernement qu'il n'approuve pas un amendement donné, il y aurait lieu de compléter le projet par une disposition qui prévoit l'obligation pour le Gouvernement de lui communiquer, dans un délai déterminé, tout projet d'amendement à la convention auquel le Gouvernement envisagerait d'adhérer, ce qui permettra au Parlement de prendre attitude quant aux suites qu'il y aurait lieu d'y réserver.

L'assentiment anticipé à des amendements adoptés sur la base de l'article 33, paragraphe 5, de la convention, qui résulterait de l'ordonnance en projet, n'emporte pas dérogation à l'obligation, qui résulte de l'article 22 de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 et de l'article 8 de la loi spéciale précitée du 12 janvier 1989 de publier au Moniteur belge ces modifications pour qu'ils produisent leurs effets en droit interne. L'absence de publication au Moniteur belge n'aurait pas soulevé d'objection si la convention, qui sera publiée au Moniteur belge, avait elle-même prévu les formes dans lesquelles ces amendements seront publiés. En conséquence, il y aura lieu de publier au Moniteur belge les amendements qui seront éventuellement adoptés sur la base de l'article 33, paragraphe 5, de la convention ⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ Voir notamment, pour une observation similaire, l'avis 37.900/VR, du 25 janvier 2005, précité des chambres réunies de la section de législation du Conseil d'État, et les avis auxquels il renvoie.

Observations particulières

1. Dans l'intitulé et à l'article 2 de l'avant-projet, il y a lieu d'écrire, conformément au texte authentique, "adoptée le 20 octobre 2005 et faite à Paris le 9 décembre 2005".

En effet, la Convention a été adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ("l'UNESCO") le 20 octobre 2005 et signée par le Président de la 33^e session de la Conférence générale et le Directeur général de l'UNESCO, le 9 décembre 2005, avec la mention "fait à Paris le neuvième jour de décembre 2005".

2. Il n'est pas nécessaire de procéder à un assentiment particulier à l'annexe à la Convention.

En effet, l'article 25, § 3, identifie clairement cette annexe qui a pour objet de déterminer la procédure de conciliation dans le cadre du règlement des différends entre Parties.

Il y a lieu d'omettre la mention de cet annexe dans l'intitulé et dans l'article 2 de l'avant-projet d'ordonnance.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.335/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 18 september 2006 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende instemming met het Verdrag betreffende de bescherming en bevordering van de diversiteit inzake culturele uitdrukkingen, en met de Bijlage, gedaan te Parijs op 9 december 2005", heeft op 16 oktober 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Met het voorliggende voorontwerp van decreet wil het Brussels Hoofdstedelijk Gewest instemmen met het "Verdrag betreffende de bescherming en de bevordering van de diversiteit van cultuuruitingen".

Dat verdrag moet worden beschouwd als een gemengd verdrag in de zin van artikel 167, § 4, van de Grondwet en artikel 92*bis*, § 4*ter*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Er moet weliswaar van uitgegaan worden dat het voorwerp van dit verdrag in hoofdzaak valt onder de culturele aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, eerste lid, 1°, en 130, § 1, eerste lid, 1°, van de Grondwet : het verdrag behoort dus als zodanig tot de bevoegdheid van de gemeenschappen.

Die bevoegdheid is evenwel niet exclusief.

Krachtens artikel 127, § 2, van de Grondwet hebben de decreten van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap immers kracht van wet respectievelijk in het Nederlandse taalgebied en in het Franse taalgebied, alsmede ten aanzien van de instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun activiteiten, moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap.

.../...

Daaruit volgt dat in culturele aangelegenheden de federale Staat als enige bevoegd is om de beschermings- en bevorderingsmaatregelen te nemen die nodig zijn voor de tenuitvoerlegging van het verdrag dat het voorwerp is van het voorliggende ontwerp, wanneer die maatregelen vereisen dat de overheid zich rechtstreeks richt tot personen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad of tot instellingen gevestigd in dat taalgebied die, wegens hun activiteiten, niet geacht kunnen worden uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap ⁽¹⁾ .

Bovendien krijgen aangelegenheden die als culturele aangelegenheden worden beschouwd in de zeer ruime zin van het verdrag, niet noodzakelijk die kwalificatie in de zin van de artikelen 127, § 1, eerste lid, 1°, en 130, eerste lid, 1°, van de Grondwet, aangezien krachtens het tweede lid van die bepalingen, krachtens artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en krachtens artikel 4, § 1, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, intrinsiek culturele aangelegenheden die niet als zodanig worden gekwalificeerd in artikel 4 van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, buiten de bevoegdheid van de gemeenschappen vallen.

Zo bijvoorbeeld zijn aangelegenheden in verband met het cultureel erfgoed, die vallen onder datgene wat in België "monumenten en landschappen" wordt genoemd, krachtens artikel 6, § 1, I, 7°, van dezelfde bijzondere wet toegewezen aan de gewesten ⁽²⁾ . Het valt niet uit te sluiten dat andere culturele aangelegenheden in de zin van het verdrag niet de hoedanigheid van "culturele aangelegenheden" krijgen in de zin van de voornoemde bepalingen van de Grondwet en van de wetten tot hervorming van de

⁽¹⁾ Zie ook de adviezen 39.360/4 en 39.760/4, respectievelijk op 30 november 2005 en 13 februari 2006 gegeven over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap en een voorontwerp van decreet van de Duitstalige Gemeenschap houdende instemming met de Conventie betreffende de bescherming van het immaterieel cultureel erfgoed, opgemaakt te Parijs op 17 oktober 2003.

⁽²⁾ Zie ook artikel 4, 4°, *in fine*, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

instellingen, en bijgevolg buiten de bevoegdheid van de gemeenschappen vallen ⁽³⁾, terwijl ze wel onder de werkingssfeer van het verdrag vallen.

Bijgevolg zijn niet alleen de gemeenschappen bevoegd om in te stemmen met het verdrag, maar ook de federale overheid en de gewesten.

Het besluit is dan ook dat, naast het volgen van de procedures voor het sluiten van zulke verdragen die, op grond van artikel 167, § 4, van de Grondwet en artikel 92bis, § 4ter, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zijn vastgesteld in het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de Federale Overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen, ook vereist is dat aan de federale en de gewestelijke wetgevers gevraagd wordt met het verdrag in te stemmen, zulks om o.m. problemen bij de latere tenuitvoerlegging van het verdrag te voorkomen.

2. Aangezien het voorliggende verdrag een gemengd verdrag is, kan de aanwijzing van het contactpunt dat belast is met de uitwisseling van informatie met betrekking tot dit verdrag (zie de artikelen 9 en 28 van het verdrag) alleen geschieden met instemming van elk van de overheden die in het interne recht met het verdrag moeten instemmen.

⁽³⁾ Dat kan evenwel niet het geval zijn met de persoonsgebonden aangelegenheden toegewezen aan de gemeenschappen, het Waals Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bij de artikelen 128, § 1, 130, § 1, eerste lid, 2°, en tweede lid, 135 en 138 van de Grondwet, bij artikel 5 van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, bij artikel 4, § 2, van de voornoemde wet van 31 december 1983, bij het gemeenschappelijk artikel 3, 6° en 7°, van decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, en van decreet II van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 en decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 die beide hetzelfde opschrift hebben, en bij de artikelen 60, vierde lid, en 63, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

3.1. Artikel 33 van het verdrag, dat het voorwerp is van het voorontwerp van ordonnantie, regelt de voorwaarden waaronder amendementen daarop worden goedgekeurd en in werking treden.

In het algemeen doet deze bepaling geen grondwettelijke problemen rijzen, aangezien die amendementen krachtens lid 3 ervan ter bekrachtiging, instemming, goedkeuring of toetreding aan de partijen worden voorgelegd, en ze krachtens lid 4 ervan pas na de neerlegging van de in lid 3 bedoelde instrumenten in werking treden voor de partijen die de amendementen op dit verdrag hebben bekrachtigd, ermee hebben ingestemd, ze hebben goedgekeurd of ertoe zijn toegetreden: dat betekent dat de amendementen na hun goedkeuring worden onderworpen aan de gemeenschappelijke grondwettelijke procedures van elk van de lidstaten, voordat ze ten aanzien van die lidstaten in werking treden.

Lid 5 van artikel 33 bevat evenwel een afwijkende bepaling. Het luidt als volgt :

"De in de leden 3 en 4 vastgestelde procedure is niet van toepassing op de amendementen op artikel 23 betreffende het aantal leden van het Intergouvernementeel Comité. Deze amendementen treden in werking op het ogenblik van hun aanneming."

3.2. Deze bepaling stelt een procedure tot wijziging van het verdrag in die ertoe kan leiden dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gebonden is door die wijzigingen zonder dat het parlement met die wijzigingen heeft ingestemd.

Er kan worden aanvaard dat het parlement in bepaalde omstandigheden zijn voorafgaande instemming kan betuigen met een verdrag of met een wijziging ervan ⁽⁴⁾, op voorwaarde evenwel dat het parlement weet "binnen welke grenzen ze wordt verleend".

⁽⁴⁾ Cass., 19 maart 1981, Arr. Cass., 1980-1981, blz. 808, Pas., 1981, I, nr. 417, J.T., 1982, blz. 565 tot 567, en noot J. Verhoeven; Cass., 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N; R.v.St., afdeling wetgeving, verenigde kamers, inzonderheid advies 37.900/VR van 25 januari 2005 over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor Satellietcommunicatie «INTELSAT», aangenomen te Washington op 17 november 2000" (*Gedr. St.*, Senaat, 2004/2005, nr. 1259/1, blz. 23-25) en de aangehaalde adviezen.

Dat is hier het geval, aangezien de vereenvoudigde amendering slechts een bijkomstig aspect van het betrokken verdrag betreft, dat betrekking heeft op een bijkomstig procedureel aspect, en geenszins afbreuk doet aan de algemene opzet ervan.

Bijgevolg zou het parlement verzocht kunnen worden voorafgaandelijk in te stemmen met de amendementen bedoeld in artikel 33, lid 5, van het verdrag.

Om iedere twijfel weg te nemen omtrent de voorafgaande instemming die het parlement aldus zou betuigen met die amendementen, moet het ontwerp aangevuld worden met een artikel 3 in die zin, dat als volgt zou kunnen worden gesteld :

"De amendementen op het verdrag bedoeld in artikel 2, die met toepassing van artikel 33, lid 5, van dit verdrag aangenomen worden, zullen volkomen gevolg hebben."

De bovenstaande opmerking doet niets af aan het feit dat het overeenkomstig artikel 33, lid 5, van het verdrag mogelijk is dat daarin wijzigingen worden aangebracht waarmee het parlement, in voorkomend geval, niet kan instemmen.

Om het parlement in staat te stellen de regering te laten weten dat het niet instemt met een bepaald amendement, zou het ontwerp aangevuld moeten worden met een bepaling die voorziet in de verplichting voor de regering om het parlement binnen een bepaalde termijn ieder ontwerp van amendement op het verdrag mede te delen, dat de regering zou willen steunen, wat het parlement in staat zal stellen een standpunt in te nemen aangaande het gevolg dat daaraan moet worden gegeven.

De voorafgaande instemming met amendementen die aangenomen worden op basis van artikel 33, lid 5, van het verdrag, die uit de ontworpen ordonnantie zou voortvloeien, houdt geen afwijking in van de verplichting die volgt uit artikel 22 van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 en uit artikel 8 van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 om die wijzigingen bekend te maken in het Belgisch Staatsblad opdat ze in het interne recht gevolg kunnen hebben. Het ontbreken van een bekendmaking in het Belgisch Staatsblad zou geen bezwaar oproepen indien het verdrag, dat in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt, zelf de vormen had bepaald waarin die amendementen worden bekendgemaakt. Bijgevolg zullen in het Belgisch

Staatsblad de amendementen moeten worden bekendgemaakt die eventueel zullen worden aangenomen op basis van artikel 33, lid 5, van het verdrag ⁽⁵⁾.

Bijzondere opmerkingen

1. In het opschrift en in artikel 2 van het voorontwerp behoort, overeenkomstig de authentieke tekst, "goedgekeurd op 20 oktober 2005 en gedaan te Parijs op 9 december 2005" te worden geschreven.

Het verdrag is immers op 20 oktober 2005 goedgekeurd door de Algemene Vergadering van de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur ("de UNESCO") en op 9 december 2005 ondertekend door de voorzitter van de 33^e zitting van de Algemene Vergadering en de directeur-generaal van de UNESCO, met de vermelding "gedaan te Parijs, op negen december 2005".

2. Er hoeft niet afzonderlijk ingestemd te worden met de bijlage bij het Verdrag.

In artikel 25, lid 3, wordt immers duidelijk verwezen naar die bijlage, waarin de verzoeningsprocedure wordt vastgesteld voor het oplossen van geschillen tussen partijen.

De vermelding van die bijlage moet vervallen in het opschrift en in artikel 2 van het voorontwerp van ordonnantie.

⁽⁵⁾ Zie, voor een soortgelijke opmerking, inzonderheid het voornoemde advies 37.900/VR van 25 januari 2005 van de verenigde kamers van de afdeling wetgeving van de Raad van State, en de adviezen waarnaar daarin verwezen wordt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN